

LA QUATRIÈME RÉPUBLIQUE

- ❖ Au sortir de la guerre, La France est très appauvrie, traumatisée par les « années noires » et la tâche est immense. Le gouvernement provisoire s'est mis au travail et a déjà profondément réformé le pays. La France va cependant devoir faire face à tous les drames et toutes les difficultés du monde de l'après-guerre : reconstruction matérielle et morale, inflation et problèmes sociaux, guerre froide et décolonisation.
- ❖ Née dans des conditions difficiles, la IV^{ème} République saura encourager la croissance économique et le progrès social, mais elle ne parviendra pas à faire face aux problèmes politiques : divisée, affaiblie, incapable d'assurer l'autorité de l'état, elle sera emportée dans la tourmente algérienne.

I. LA NAISSANCE DE LA IV^{ÈME} RÉPUBLIQUE ET SES DÉBUTS DIFFICILES : 1945-1947

A. LA DIFFICILE ELABORATION D'INSTITUTIONS NOUVELLES.

1°) Le double référendum d'octobre 45 et la première assemblée constituante

Il est maintenant possible de procéder à des élections afin qu'une assemblée élue se substitue à l'assemblée consultative, et que de nouvelles institutions soient mises en place.

a) Les scrutins du 21 octobre 1945

1. Un double référendum

1.1. Première question : l'assemblée élue serait-elle constituante ?

- cela équivaut à la volonté de ne pas revenir à la III^{ème} république
- 96 % répondent OUI
- seuls les radicaux, partisans du retour à la III^{ème} république avaient appelé à voter non...

1.2. Seconde question : L'assemblée aurait-elle des pouvoirs limités ?

- C'est la volonté de De Gaulle qui ne veut pas instaurer d'entrée dans un régime d'assemblée
- Mais opposition des communistes qui espèrent jouer un grand rôle dans l'assemblée et donc la souhaitent pourvue de larges pouvoirs.
- Résultat : 66 % de OUI

2. Des élections ont lieu parallèlement

- Election des constituants au scrutin de liste à la proportionnelle
- Vote des femmes pour la première fois
- Résultats : 3 grands partis = $\frac{3}{4}$ des électeurs
 - P.C.F. 26 % des voix
 - M.R.P. 23.9 % des voix
 - S.F.I.O. 23.5 % des voix

b) Le nouveau visage politique de la France

- Progression spectaculaire du P.C.F., sorti auréolé de sa participation active à la résistance
- Maintien du parti socialiste
- Apparition d'une nouvelle force politique : le M.R.P.
 - fidèles à De Gaulle (tant que le R.P. n'est pas fondé)
 - inspiration démocrate-chrétienne
 - force hétérogène avec pêle-mêle des résistants, des catholiques, des démocrates, des attentistes
- Effondrement des forces principales de la III^{ème} république
 - les radicaux passent de 22% à 8 %
 - la droite passe de 42 à 15 % (déconsidérée qu'elle est par son soutien au régime de Vichy à quelques exceptions près)
- La gauche ouvrière, communiste et socialiste, dispose de la majorité absolue à l'assemblée... mais les socialistes veulent éviter de se retrouver en tête-à-tête avec les communistes d'où une alliance à trois : c'est le TRIPARTISME qui unit P.C.F., S.F.I.O. et M.R.P. et qui se maintiendra jusqu'en mai 1947.

Conclusion partielle

La droite est effondrée

La gauche domine

De Gaulle arbitre.

c) Le conflit entre De Gaulle et l'Assemblée Constituante

1. De Gaulle élu Président du gouvernement provisoire le 21 novembre 45

→ Il constitue un gouvernement tripartite avec 5 ministres communistes (mais il leur refuse les postes les plus importants tels que l'intérieur, la défense et les affaires étrangères...)

2. Le conflit se cristallise vite sur le problème institutionnel :

- De Gaulle veut un pouvoir exécutif fort et il récuse un contrôle trop étroit de l'assemblée sur ses actes
- L'assemblée entend au contraire donner tout le pouvoir à une assemblée unique, à contrôler strictement l'exécutif et à exercer seule son pouvoir constitutionnel.
- Le conflit est donc irréductible

cf. discours de De Gaulle du premier janvier 1946 :

« Il y a deux conceptions. Elles sont inconciliables... Veut-on un gouvernement qui gouverne ou veut-on une assemblée omnipotente, déléguant un gouvernement pour accomplir ses volontés ? »

3. De Gaulle démissionne le 20 janvier 1946

- Il entend créer un choc dans l'opinion, pense être rappelé rapidement... mais il se trompe.
- L'opinion est surtout préoccupée par les problèmes de la vie quotidienne: l'inflation à 38 % en 1945, à 63 % en 1946, les problèmes de ravitaillement quotidiens du fait de la pénurie des biens de consommation et le problème institutionnel ne la passionne guère...

4. Les trois partis dominants sont désormais les maîtres du jeu.

- Un gouvernement Gouin (S.F.I.O.) est constitué, les ministres n'étant plus que les porte-parole de leurs partis respectifs...
- Le gouvernement comprend 7 ministres socialistes, 6 M.R.P. et
- 6 P.C.F.

2°) L'échec de la première constituante

a) Le projet de constitution :

- Elaboré par les socialistes et les communistes, avec une assemblée unique dotée des pouvoirs les plus importants
- Opposition
 - du M.R.P., qui estime qu'il faut un contrepois à ce pouvoir excessif
 - de De Gaulle, qui fait campagne contre le projet de régime d'assemblée qui porte en lui-même la dérive vers un régime des partis. Il prône en revanche un régime parlementaire à tendance présidentielle, avec un exécutif renforcé qui puisse gouverner, notamment dans son discours de BAYEUX DU 16 juin 1946

b) Le référendum du 5 mai 1946

- Rejet du projet par le corps électoral avec 53 % de NON
- Il faut donc élire une seconde assemblée constituante, ce qui est fait le 2 juin 1946.

3°) La Constitution de 1946.

a) Sa rédaction et son adoption

1. préparation par la deuxième constituante

- La nouvelle assemblée
 - le M.R.P. devient le premier parti français avec 28.8 % des voix
 - le P.C.F. se maintient à 26.1 %
 - la S.F.I.O. recule à 22 %
- Le M.R.P. infléchit donc le projet constitutionnel dans le sens de ses idées
 - rétablissement d'une seconde assemblée
 - revalorisation du rôle du président de la république
- Le général de Gaulle condamne le projet dans son discours d'Epinal du 22 septembre 1946

2. adoption au suffrage universel

- Référendum du 13 octobre 1946

- D'extrême justesse et avec un très fort taux d'abstentions qui reflète la lassitude du corps électoral (1/3 d'abstentions) et sa volonté de sortir du provisoire.
- OUI = 53,3 % des votants, ce qui ne représente en fait que 35.3 des inscrits...
- ⇒ mise en place d'un régime parlementaire proche de celui de la IIIème république que 96 % des français avaient refusée un an plus tôt !!!

b) Les institutions

1. un généreux préambule

- Réaffirmation de l'actualité des Droits de l'homme de 1789
- Garantie de nouveaux droits
 - égalité pour les femmes
 - droit à l'emploi et à la protection sociale
 - droit syndical
 - droit à l'instruction, à la formation professionnelle et à la culture
- Formation d'une « Union française » avec les peuples d'outre-mer, laquelle n'est en réalité qu'une sorte de toilettage de l'ancien Empire...

2. l'organisation des pouvoirs publics

2.1. le Parlement dispose de l'essentiel des pouvoirs

- Le Conseil de la République
 - ⊕ = 320 sénateurs élus pour 6 ans et renouvelables par ½ tous les trois ans au SU indirect
 - ⊕ = représentation des collectivités locales, et en fait des notables
 - ⊕ = rôle très secondaire, avec peu de prérogatives : c'est une chambre de réflexion et non de décision
 - ⊕ = pôle de tendance conservatrice du fait de la surreprésentation rurale
- L'Assemblée Nationale
 - ⊕ Députés élus en métropole et dans les T.O.M. pour une durée de 5 ans
 - ⊕ Pouvoirs importants :
 - vote des lois
 - vote du budget
 - vote l'investiture du président du conseil des ministres
 - contrôle le gouvernement, peut lui refuser la confiance ou le censurer par une motion de censure ; dans un cas comme dans l'autre le gouvernement est contraint à la démission
 - ⊕ Remarques :
 - tout changement de majorité n'entraîne pas l'élection d'une nouvelle assemblée
 - l'adoption du scrutin de liste à la proportionnelle favorise les petites formations politiques, les négociations de couloir, et rend plus difficile l'émergence de majorités stables à l'assemblée.
 - la IVème république risque donc rapidement de tourner au régime d'assemblée, d'autant que face à elle l'exécutif est faible.

2.2. Un exécutif faible

- Le président de la République
 - ⊕ Elu pour sept ans par le parlement réuni en congrès
 - ⊕ Rôle essentiellement représentatif : il représente la France, l'état.

- ⊕ Rôle politique qui se limite essentiellement au choix des personnalités susceptibles de devenir président du conseil : le candidat désigné devait être ensuite investi par l'Assemblée Nationale à la majorité absolue
- ⊕ Politiquement irresponsable : chacun de ses actes doit être contresigné par le président du conseil et un ministre.... En fait, pour reprendre une expression de Ch. De Gaulle, le président « inaugure les chrysanthèmes »...
- Le Président du Conseil
 - ⊕ Chef du gouvernement
 - ⊕ Pressenti par le président de la république
 - ⊕ Doit recevoir la confiance de la majorité absolue de l'assemblée dans un débat d'investiture où il présente son programme ; ensuite il constitue son gouvernement en nommant ses ministres
 - + réforme de 1954
 - investiture à majorité simple
 - liste ministérielle soumise à l'agrément des groupes parlementaires (⇒ rôle accru du parlement, et notamment des partis)
 - ⊕ Le gouvernement est responsable devant l'assemblée nationale
 - ⊕ Le président du conseil peut demander au président de la république de dissoudre le parlement, mais les conditions sont très restrictives et complexes, à tel point que cela paraît pratiquement impossible.

Conclusion partielle

L'exécutif ne dispose d'aucun moyen d'action sur l'assemblée et lui est entièrement soumis.

c) Le fonctionnement des institutions

1. « Le régime des partis »

- La constitution est mise au point par les chefs des trois grands partis du « tripartisme » qui attribuent donc aux partis politiques des prérogatives considérables, et le contrôle total de la vie politique.
- Ce sont donc les partis
 - qui négocient la formation du gouvernement,
 - qui désignent le président du conseil d'un commun accord (en évitant de prendre une personnalité trop forte, évidemment, puisque cela pourrait engendrer un déséquilibre des forces...)
 - qui se répartissent les portefeuilles ministériels (ou se les échangent d'un gouvernement à l'autre...)
 - qui désignent les titulaires des ministères qui leur sont attribués...
- Le pouvoir n'est plus à l'Elysée ou à Matignon : il est au siège des partis politiques !

2. L'instabilité ministérielle

2.1. des causes multiples

- la constitution elle-même, puisque l'assemblée est omnipotente et l'exécutif impuissant
- l'adoption du scrutin de liste à la proportionnelle,

Il ne permet pas de dégager de majorité stable dans un pays caractérisé par l'éparpillement des partis et où un seul d'entre eux ne peut avoir la majorité absolue

- La rupture du tripartisme :
Le rejet des communistes dans l'opposition en 47, l'affaiblissement des socialistes, l'apparition d'une opposition gaulliste, c'est à dire l'émiettement des forces politiques rend nécessaire la participation des petits partis du centre, radicaux et autres modérés, formés de clans rivaux, sans la moindre discipline interne, constitués d'hommes plus ou moins animés par l'ambition.
- la pratique de la double investiture
La Constitution prévoyait que seul le président du Conseil était investi
Mais dès le premier gouvernement de la IVème le président du conseil investi estima nécessaire de se présenter une seconde fois devant l'Assemblée Nationale avec l'ensemble de son ministère. Un fâcheux précédent était né et la double investiture devint ensuite une pratique systématique.
Plusieurs présidents du conseil passèrent l'épreuve de la première investiture et succombèrent à la seconde ...
- Le non-respect de la règle de la majorité absolue sur la question de confiance
Alors que la majorité absolue est requise pour renverser un gouvernement en lui refusant la confiance, les présidents du conseil ont gardé la vieille habitude de démissionner avec une majorité simple de votes hostiles.

2.2. *des conséquences catastrophiques :*

- Une véritable valse des ministères : 23 gouvernements de 1946 à 1958 soit un tous les six mois en moyenne...
- Une tragique incapacité à mener une politique cohérente, suivie, inscrite dans la durée et au contraire une politique au jour le jour, sans autre perspective que la survie du gouvernement, incapable de ce fait de résoudre les problèmes de fond qui se posent à la France
- Une très large contribution à l'échec de la IVème république qui se déconsidère en peu de temps par de telles pratiques : il ne faut pas s'étonner qu'elle disparaisse en 1958 dans l'indifférence générale !

Ces institutions portent en germe l'instabilité ministérielle et l'affaiblissement de l'autorité de l'état. La IVème république va rapidement passer d'un régime d'assemblée à un régime des partis et se déconsidérer totalement.

4°) La mise en place des pouvoirs publics

- Election de l'assemblée nationale le 10 novembre 1946
= confirmation de la prééminence des trois grands partis

P.C.F.	29.6 %	(progrès)
M.R.P.	27 %	(tassement)
SFIO	17 %	(chute)

 + remontée des radicaux et modérés (> 11 % chacun)
- Election du Conseil de la République en décembre
- Election de Vincent AURIOL à la présidence de la république en janvier 1947

- Nomination à la Présidence du Conseil de Paul RAMADIER qui constitue un gouvernement avec les trois grands partis mais incluant aussi des radicaux et des modérés ainsi que ces membres de l'U.D.S.R.¹

C. LES FRACTURES DE 1947 ET LA FIN DU TRIPARTISME.

1°) Des divergences croissantes entre le P.C.F. et les autres partis politiques

a) Sur le plan économique et social

- ⇒ accord sur les nationalisations et le plan
- ⇒ désaccord sur la lutte contre l'inflation
 - en 1946 le P.C.F. est d'accord pour limiter les hausses de salaires mais cette attitude le coupe peu à peu de sa clientèle ouvrière
 - à partir du printemps 47, le P.C.F. et la C.G.T. décident de soutenir les luttes salariales ; c'est notamment le cas chez Renault, qui est un véritable bastion de la C.G.T.

b) Sur le plan colonial

Les communistes désapprouvent la politique de répression des mouvements nationalistes menée par le gouvernement

- ⇒ Répression très dure de l'insurrection du 30 mars 47 à Madagascar
- ⇒ Non-application du statut relativement libéral de l'Algérie sous la pression des grands intérêts coloniaux
- ⇒ Echec de la conférence de Fontainebleau de l'été 46 avec le dirigeant communiste indochinois Ho Chi Minh
 - ⇒ début de la guerre d'Indochine à l'automne 46
 - ⇒ les communistes français peuvent difficilement accepter de participer à la lutte menée par la France contre les communistes vietnamiens !
 - ⇒ refus des députés communistes de voter les crédits militaires

c) Sur le plan de la politique extérieure

- ⇒ Tension croissante entre les USA et l'URSS : c'est le début de la guerre froide
- ⇒ Le P.C.F. soutient la politique d'affaiblissement et de démembrement de l'Allemagne souhaitée par le gouvernement qui cherche d'abord à s'appuyer sur l'URSS
- ⇒ Bientôt le gouvernement opte pour l'alliance américaine et pour le plan Marshall alors que le P.C.F. soutient la politique de Moscou foncièrement anti-américaine

2°) La fin du tripartisme

- ⇒ Avril 47 : grande grève chez Renault
- ⇒ Les ministres communistes votent à l'Assemblée contre la politique de maintien du blocage des salaires, c'est à dire contre le gouvernement auquel ils participent, refusant de voter la question de confiance posée par Ramadier

¹ UDSR = Union Démocratique et Socialiste de la Résistance, petit parti issu de la Résistance dont la principale figure politique est M.F. Mitterand

⇒ Ramadier considère qu'il y a rupture de la solidarité ministérielle et le 5 mai 1947, il remanie son gouvernement en renvoyant les ministres communistes.

Conclusion partielle

La gauche est à nouveau divisée et c'est la fin de la politique de réformes. La voie est ouverte à la reconquête du pouvoir politique par la droite.

3°) La crise de l'automne 1947

a) L'agitation gaulliste

- ⇒ Le R.P.F. est lancé en avril 1947 (Rassemblement du Peuple français) : c'est un mouvement gaulliste
- ⇒ De Gaulle et le RPF dénoncent les institutions et le régime politique de la IVème république, et s'opposent aussi vigoureusement aux communistes.
- ⇒ Aux municipales d'octobre 1947, le R.P.F. obtient 38 % des voix, ce qui est un succès considérable, et De Gaulle d'exiger la dissolution de l'Assemblée Nationale, mais en vain évidemment...

b) L'agitation sociale, ouvrière et communiste

1. Un automne très agité

- Toile de fond = très mauvaises conditions économiques et sociales + doctrine Jdanov et création du Kominform en septembre 47
- Grand mouvement d'agitation : grèves, manifestations, troubles de toutes sortes (sabotages)... violence insurrectionnelle.
- Vigoureuse répression par les C.R.S. et l'armée, brutale parfois, dans le Nord en particulier (mines)
 - Echec du P.C.F. qui se trouve maintenant enfermé dans un véritable ghetto politique : il est désormais considéré comme le parti de l'étranger, à la solde de Moscou
 - Le P.C.F. n'a semble-t-il pas voulu prendre le pouvoir par la force mais seulement réaffirmer son caractère ouvrier et révolutionnaire pour maintenir son influence.

2. La division syndicale de décembre 1947

- La C.G.T. est tenue par les communistes qui la dirigent et l'orientent en fonction de la ligne du P.C.F.
- Les adhérents non-communistes du syndicat le quittent et se regroupent en 1948 dans la CGT-FO (« Force Ouvrière » dont la fondation est soutenue par la CIA et des fonds américains et dont l'influence est surtout importante chez les employés et les fonctionnaires.
- Les enseignants refusant de choisir entre la C.G.T. et F.O. décident de fonder un syndicat de métier : la F.E.N. (Fédération de l'Education Nationale)
- Cette division facilite l'essor de la C.F.T.C.

Conclusion partielle

Dans cette tourmente, le régime perd une bonne partie de ses soutiens populaires mais la République menacée sur deux fronts survit tout de même, tout en esquissant un glissement à droite.

II. LA FRANCE DE 1947 A 1952 : LA TROISIEME FORCE, LA POURSUITE DE LA RECONSTRUCTION ET LA PARALYSIE DES INSTITUTIONS.

A. LA TROISIEME FORCE

- Elle est constituée de l'ensemble des partis qui soutiennent les institutions et les gouvernements de la IVème république, face à l'opposition irréductible de la gauche communiste et de la droite gaulliste
- Elle réunit socialistes, radicaux, MRP et modérés, c'est à dire la droite non-gaulliste. Virtuellement minoritaires, ces partis n'ont d'autre solution que de s'allier pour sauver le régime

1°) La politique de la troisième force.

a) De sérieuses divergences en politique économique

- Les socialistes sont favorables à des dépenses sociales et donc à l'augmentation des impôts
 - Les modérés préfèrent une politique de stricte économie sans alourdissement de la fiscalité
- ⇒ Les gouvernements tombent, se succèdent... et la seule parade apparaît être... l'immobilisme : à défaut de résoudre les problèmes, cela permet au moins de durer...

b) Davantage d'unité en politique extérieure et coloniale

1. Adhésion très ferme à l'Alliance Atlantique

- Volonté de protection face à la menace soviétique
- Fondation du Pacte Atlantique en 1949, auquel la France adhère avec 9 autres pays européens, les Etats-Unis et le Canada

2. Les débuts de la construction européenne

- Pressions US pour redresser et réarmer l'Allemagne face à l'URSS
- La France imagine un système européen la mettant à l'abri d'un renouveau d'agressivité allemande
 - naissance de la C.E.C.A. en 1950, unissant six pays européens (France, Italie, R.F.A., Belgique, Pays-Bas et Luxembourg
 - projet de C.E.D. (Communauté européenne de Défense)
 - ⊕ traité signé en mai 1952 à Paris
 - ⊕ ne sera pas ratifié par le Parlement français en août 1954 après une vigoureuse opposition conjointe des gaullistes et des communistes, les premiers ne tolérant aucun abandon de souveraineté nationale et les seconds condamnant un organisme qu'ils considèrent tourné contre l'U.R.S.S.

3. Une politique de rigueur dans les colonies

- Volonté de maintenir l'Union Française contre toute velléité d'indépendance
- Répression vigoureuse des mouvements nationalistes en Afrique du Nord (cf. ratissages, expéditions punitives en Tunisie)
- Guerre en Indochine contre le Viêt-minh qui est désormais soutenu par la Chine communiste à partir de 1950, les Français étant désormais aidés financièrement par les Etats-Unis ; faible retentissement en France toutefois car le conflit est lointain et mené par l'armée de métier

2°) Les raisons du maintien au pouvoir de la troisième force

- ☞ l'affaiblissement du P.C.F.
 - isolé dans son ghetto politique, le nombre de ses adhérents diminue
- ☞ l'affaiblissement du R.P.F. qui s'use dans une opposition impuissante
- ☞ l'amélioration de la situation économique et financière grâce à l'aide Marshall notamment
- ☞ la stabilité des équipes dirigeantes
 - les crises sont fréquentes et les ministères changent de main
 - mais ce sont les mêmes hommes que l'on retrouve et les hauts fonctionnaires, directeurs de cabinets notamment, jouent un rôle très important pour assurer la continuité de l'état.

3°) L'échéance des élections de 51 et la loi sur les apparentements

a) Un risque de blocage des institutions :

- Vu l'évolution politique, la troisième force risque fort de n'avoir plus la majorité parlementaire, mais ni les communistes ni les gaullistes ne sont davantage en mesure de l'obtenir... d'où...

b) La loi sur les apparentements

- Si les listes se déclarant « apparentées » avant le scrutin obtiennent la majorité absolue dans une circonscription, elles se partagent l'intégralité des sièges
- C'est une véritable pénalité pour les partis isolés, gaullistes et communistes, et un sérieux avantage aux partis de gouvernement
- La IVème république se déconsidère un peu plus avec ce magouillage électoral...

c) Les élections de 1951

- 52 % des suffrages pour la troisième force (SFIO, MRP, UDSR, RGR²), mais 60 % des sièges du fait de la loi sur les apparentements
- Cependant, avec l'affaiblissement du M.R.P., la majorité s'articule maintenant plutôt au centre droit qu'au centre gauche, d'autant que les modérés ont progressé.
- Les six grandes forces politiques (P.C.F., S.F.I.O., R.G.R., M.R.P., R.P.F et modérés) ont chacun à peu près une centaine de députés.

B. LA RECONSTRUCTION ECONOMIQUE DE LA FRANCE : 1945.1950

1°) Une situation catastrophique en 1945

² RGR = Rassemblement des gauches républicains : UDSR + radicaux

a) Le bilan matériel de la guerre est très lourd

- Des destructions considérables
 - exploitations agricoles, usines, immeubles détruits
 - 74 départements touchés par les combats
 - des provinces dévastées, comme la Normandie par exemple
- Le réseau de transports est gravement endommagé
- (1/2 des voies ferrées en hors d'usage, 5/6 locomotives aussi...)
- Les pertes financières sont très lourdes, de l'ordre de 1500 milliards de francs au total (dont plus de 100 milliards versés aux allemands sous diverses formes)

b) La remise en route de l'économie se heurte à des goulots d'étranglement

- manque d'énergie et de matières premières
 - ports détruits (sauf Cherbourg) et difficultés pour importer
 - insuffisance de la flotte (1/3 de celle de 1938)
 - manque de moyens financiers : franc sans valeur et pénurie de dollars
 - absence d'exportations permettant l'acquisition de devises étrangères
- ⇒ une situation très préoccupante au total !

c) Inflation et marché noir

- permanence de l'inflation
- subsistance du marché noir -
- le rationnement dure jusqu'en 1949

2°) Les fondements de la reconstruction

a) L'intervention de l'état

1. Une politique très interventionniste

Elle est liée :

- à l'habitude interventionniste contractée sous le régime de Vichy
- au programme du C.N.R. qui le préconisait
- aux exigences du moment face à la nécessité de la reconstruction
- à la majorité politique de l'opinion et de l'assemblée, les trois grandes forces du tripartisme lui étant favorables

2. Les moyens

1.1. Les nationalisations

- L'état dispose des moyens de favoriser la reprise économique puisqu'il maîtrise les secteurs-clefs (énergie et transports) et le crédit.

1.2. La planification

- le premier plan ou plan de modernisation et d'équipement est promulgué en 1947
- l'accent est mis sur six secteurs auxquels sont réservés les crédits d'état (les finances publiques représentent alors l'essentiel de l'investissement)

⇒ *La France rompt avec la stagnation des années 30 et avec le retour à la terre du Vichysme, s'engageant résolument dans la modernisation et l'industrialisation*

b) La « bataille de la production »

- Il s'agit d'un véritable élan productiviste
- soutenu par le P.C.F. et une intense propagande
 - facilité par
 - l'importance des mesures sociales qui donnent satisfaction et encouragent la population
 - les avantages accordés aux ouvriers dont le rôle est fondamental (mineurs par exemple)
 - financé par
 - l'effort financier des français : impôts et emprunts
 - l'investissement de l'état = 40 % des dépenses publiques en 1949

c) L'aide Marshall

- importante aide des Etats-Unis
- dons de matières premières et denrées alimentaires, prêts à très bas taux d'intérêt
- rôle capital dans la relance de l'économie

3°) Bilan de la situation économique vers 1950

a) Une situation économique normale

- La production agricole retrouve en 1948 son niveau de 1938
- La production industrielle : des résultats inégaux
 - brillants pour l'électricité et le pétrole
 - plus faibles que prévu pour le charbon et l'acier
 - stagnation du textile et du bâtiment
- Plan Monnet prolongé jusqu'en 1952

b) La reconstruction est achevée mais la modernisation modeste

- Un secteur moderne et bien équipé avec des investissements importants
= secteur nationalisé et notamment l'énergie
= sidérurgie, qui se concentre
= industrie automobile qui se développe
- Les structures industrielles se caractérisent tout de même par la prédominance des petites entreprises artisanales sous-équipées et peu rentables, protégées par la situation de pénurie du moment ; idem dans l'agriculture.

c) Des déséquilibres subsistent cependant

1. Sur le plan démographique et de la population active

- Le baby-boom se prolonge jusqu'au début des années 60 et assure un élargissement de la demande
- Parallèlement le vieillissement se poursuit et il y a de plus en plus d'inactifs à charge de moins en moins d'actifs
- Le problème du déficit de main d'œuvre est résolu par
 - des gains de productivité
 - l'allongement de la durée du travail au-delà des 40 heures légales
 - l'amplification de l'exode rural
 - le recours important à l'immigration

2. Sur le plan financier

- Permanence de l'inflation
- Déficit systématique de la balance commerciale et du budget de l'état
- Dégradation de la valeur de la monnaie

3. Sur le plan social

- la permanence de l'inflation augmente les inégalités sociales
- les perdants sont la grande masse des salariés et les retraités ; les gagnants ceux qui ont quelque chose à vendre : agriculteurs, industriels et commerçants

C. LE RETOUR AU LIBERALISME : 1947-1952

1°) A partir de 1947 levée des contrôles sur l'économie française

a) Le reflux de l'interventionnisme à partir de l'automne 47:

⇒ Cette tendance est liée :

- à la rupture du tripartisme
- à la marginalisation des socialistes dans la troisième force
- au rôle croissant des radicaux et modérés partisans et du libéralisme et de la libre-entreprise.

b) Retour au mécanisme du marché

- deux dévaluations en 1948 et 1949, soit une amputation de 90 % de sa valeur de 1939, ramènent le franc à sa valeur du marché
- libération des prix et des salaires
- libération partielle des échanges extérieurs pour mettre la France en situation de concurrence

2°) Des résultats économiques inégaux

⇒ une croissance économique soutenue

⇒ une stabilisation économique vers 1950

- déficit budgétaire en voie de résorption
- diminution des déficits extérieurs
- inflation stabilisée vers 11% en 1949 et 1950

⇒ une reprise de l'inflation en 1951 (+ 17 %)

- augmentation du prix des matières premières en raison de la guerre de Corée et des énormes besoins américains
- augmentation des dépenses militaires françaises (réarmement dans le cadre du Pacte Atlantique et guerre d'Indochine)
- relance de la consommation, donc des importations et des déficits extérieurs.

III. L'ENLISEMENT ET L'ECHEC DE LA IV^{EME} REPUBLIQUE : 1952-1958

A. LE RETOUR DE LA DROITE AU POUVOIR ET SON IMPUISSANCE

1°) La majorité bascule du centre-gauche vers la droite.

a) Réapparition de la vieille querelle de la laïcité.

- Vote de la loi Barangé en septembre 51 (député M.R.P.) : allocation annuelle attribuée à l'école pour tout enfant inscrit, que l'école soit publique ou privée.
- C'est inacceptable pour les socialistes défenseurs de la laïcité et de l'école publique

b) Les gaullistes « vont à la soupe »

- De Gaulle dissout le R.P.F en 1953
- Il se retire à Colombey où il se consacre à la rédaction de ses mémoires
- Il rend leur liberté à des députés qui sont souvent pressés de participer au pouvoir et songent surtout à leur carrière personnelle.

c) Le retour de la droite

- l'apport des 27 ex-R.P.F devenus républicains sociaux permet de trouver une nouvelle majorité de droite qui investit Antoine **Pinay** en mars 1952, et qui apparaît temporairement plus stable. La droite revient donc aux affaires.
- en fait l'instabilité demeurera du fait de conceptions différentes en matière européenne et coloniale.

2°) Une politique de droite de mars 52 à juin 54

a) Le redressement financier

→ Antoine Pinay, petit industriel, s'identifie avec les classes moyennes et les petits producteurs indépendants. Il acquiert une réelle popularité et l'expérience Pinay tournera bientôt au « mythe Pinay »

1. La restauration de la confiance :

- Amnistie fiscale pour les fraudeurs ayant transféré leur argent à l'étranger, afin de les encourager à le laisser en France ou à l'y faire revenir
- Lancement d'un emprunt, dit « emprunt Pinay »
 - = emprunt 3.5 %, indexé sur l'or (ce qui constitue une garantie contre la dépréciation monétaire) et exonéré de droits de succession (ce qui en fait un refuge pour les fortunes)
 - autant dire que l'emprunt connaît un gros succès dans de telles conditions...
- Restauration de l'équilibre budgétaire par la diminution des dépenses publiques et sans impôts nouveaux
- Blocage des prix

2. les résultats

2.1. un succès sur le plan monétaire

- stabilisation des prix et inflation maîtrisée
- Pinay devient une espèce de « magicien des finances » aux yeux de l'opinion.

2.2. des effets négatifs

- à court terme, une diminution des investissements de l'état et une récession passagère
- à long terme, un coût élevé pour l'état du fait de l'indexation sur l'or dont le cours va s'élever ; à terme, combien l'état devra-t-il rembourser ?

b) La rigueur sociale

1. la création du S.M.I.G³

- Pinay, confiant dans la stabilité du franc institue ainsi une échelle mobile des plus bas salaires
- Le pouvoir d'achat des plus bas salaires est donc garanti

2. La crise sociale d'août 1953

- Le nouveau président du conseil⁴, J. Laniel, décide de reculer l'âge de la retraite à la S.N.C.F.
- ⇒ grande grève dans le secteur public en plein mois d'août : PTT, SNCF, EDF-GDF... soit 4 millions de grévistes ! Le pays est paralysé
- ⇒ le gouvernement doit finalement céder

3. L'agitation des campagnes

→ Protestations des agriculteurs contre des prix agricoles trop bas

c) La fermeté entraîne de nouveaux problèmes dans les colonies

1. En Tunisie

- conflit entre la France et le parti nationaliste tunisien « Néo-Destour »
- violente répression en 1952
- emprisonnement du leader Habib Bourguiba

2. Au Maroc

- le résident général au Maroc, le maréchal Juin, dépose et exile le sultan Mohammed V qui soutenait le mouvement nationaliste de sa seule autorité et sans même que le gouvernement français soit consulté !...
- il en fait en même temps un martyr pour la population dont l'agitation se renforce...

3°) La querelle de la C.E.D. divise un peu plus la IV^{ème} république

a) La nature du problème

³ SMIG = Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti

⁴ Pinay a dû démissionner sur la question de la C.E.D.

- Progression de l'idée européenne dans les années de l'après-guerre, et premières réalisations (C.E.C.A. en 1951)
- Nouvelle dimension avec la guerre froide : la Défense
 - pour éviter un réarmement incontrôlable de l'Allemagne tout en assurant la défense de l'Europe face à l'U.R.S.S. → projet de C.E.D.⁵ intégrant les forces armées allemandes
 - la C.E.D. suppose un pouvoir supranational, ce qui équivaut à un abandon partiel de souveraineté nationale ; c'est une étape importante vers une Europe politique intégrée
- Le traité de la C.E.D. est signé en mai 1952 par Pinay, mais il faut ensuite qu'il soit ratifié par le parlement

b) La C.E.D. contribue à l'instabilité ministérielle

1. Un sujet supplémentaire de discordance entre les partis

- Les partisans du projet, les « européens » se regroupent surtout autour du M.R.P.
- Les forces hostiles au projet sont
 - le P.C.F., car il considère la C.E.D. comme une machine de guerre tournée contre l'URSS et comme un appui pour les Américains
 - les gaullistes, qui condamnent tout abandon de souveraineté nationale et se refusent à voir une partie de l'armée française sous commandement étranger.
- Les autres partis sont divisés, avec de fortes minorités anti-cédistes par pacifisme pour les uns, par neutralisme, nationalisme ou germanophobie pour les autres

2. Une large contribution à l'instabilité ministérielle

- Gaullistes et communistes font tomber les gouvernements qui veulent faire ratifier le traité, alors que le M.R.P. avait renversé Pinay en jugeant qu'il tardait trop pour le faire ratifier...
- La C.E.D. est un véritable cauchemar pour les gouvernements, qui s'efforcent donc de ne pas poser le problème pour survivre, en vain bien souvent d'ailleurs...
- Il faudra finalement attendre août 1954 pour que le projet soit présenté au vote, et repoussé.

c) L'élection présidentielle de 1953 illustre la paralysie des institutions et discrédite un peu plus le régime

- Il faut 13 tours de scrutins pour parvenir à se mettre d'accord sur le nom de **René Coty**... choix déterminé par le fait qu'il ne s'est pas prononcé sur la question de la C.E.D. du fait qu'on l'opérait de la prostate au moment du débat au sénat...
- Son élection symbolise vraiment un régime à bout de souffle

4°) La catastrophe indochinoise

a) La pression américaine

- Les USA, depuis la fin de la guerre de Corée et la mort de Staline, veulent liquider les conflits avec l'URSS
- Ils parviennent à imposer une conférence à cinq sur le problème indochinois, à Genève (USA, URSS, Chine, France, G.B.)

⁵ CED = Communauté Européenne de Défense

b) L'échec militaire français

- ~~Désirant une victoire spectaculaire~~, l'armée française se lance dans une opération imprudente et se fait prendre au piège qu'elle voulait tendre...
- L'armée est contrainte de capituler face aux hommes du général **Giap** dans la cuvette de **Dien-Bien-Phu** le 7 mai 1954.
- La France a perdu la seule bataille rangée de la décolonisation !!!

c) Conséquences politiques intérieures

- Stupéfaction des français qui deviennent très hostiles à cette guerre
- Chute du gouvernement Laniel le 12 juin 1954, du fait d'une majorité regroupée autour de Pierre Mendès-France, partisan de longue date d'une négociation avec le Viêt-minh, et qui se donne un mois pour faire la paix pour qu'il soit au pouvoir.

B. L'EXPERIENCE MENDES-FRANCE ET LE « MENDESISME »

= gouvernement qui dure 230 jours, entre 1954 et 1955

1°) Une tentative de redressement de la IV^{ème} république

a) La restauration de l'autorité de l'état

- Investiture obtenue le 18 juin 1954 sur un programme élaboré sans la moindre négociation avec les partis
 - il obtient le soutien d'une majorité de gauche (communistes, socialistes, radicaux, U.D.S.R., républicains sociaux)
 - il refuse que les voix communistes soient comptabilisées pour son investiture
- Constitution du gouvernement sans consultation des partis ; les socialistes soutiennent sans participer
- Messages directs et fréquents à la nation par l'intermédiaire de causeries effectuées à la radio, par-dessus les partis politiques

PMF inaugure de nouvelles pratiques en s'efforçant de rénover la république, en restaurant l'autorité de l'état face aux partis, en réaffirmant le pouvoir de l'exécutif et en limitant l'omnipotence de l'assemblée. Mais les partis l'ont investi pour régler les affaires pendantes plus que pour rénover la république...

b) Une politique coloniale dynamique et nouvelle

1. le refus de la décolonisation reste majoritaire dans l'opinion et les milieux politiques

- des analyses dépassées : grandeur nationale et puissance économique sont liées à la possession d'un empire
- on ne comprend vraiment pas que des colonisés se refusent à être français !...
- les gouvernements sont trop faibles pour avoir une politique coloniale :
 - ⇒ politique au jour le jour, en parant au plus pressé
 - ⇒ initiative laissée sur place aux forces favorables à la colonisation et au maintien du statu quo : armée, colons et autres intérêts économiques. Il arrive même au gouvernement de couvrir des initiatives douteuses prises sur place par incapacité à faire face...

2. PMF : le courage d'aller à contre-courant

2.1. *En Indochine*

- Le problème indochinois est réglé en un mois, comme il l'avait promis, suite au choc de Dien-Bien-Phu
- Le 20 juillet 54 sont signés les accords de Genève :
 - ⊕ armistice
 - ⊕ indépendance du Viêt-nam
 - ⊕ partition du Viêt-nam de part et d'autre du 17^{ème} parallèle
 - ⊕ + projet d'élections libres dans un délai d'un an pour une éventuelle réunification
 - ⊕ indépendance du Laos et de Cambodge

2.2. *En Inde*

- négociations pour la rétrocession à l'Inde des comptoirs français (Pondichéry, Chandernagor...)

2.3. *En Tunisie*

- ouverture de négociations avec les nationalistes tunisiens
- autonomie interne de la Tunisie
- première étape vers une indépendance qui sera acquise en 1956

3. Le déclenchement du drame algérien

→ 1 Nov. 1954 = début de la guerre d'Algérie

- PMF et son ministre de l'intérieur François Mitterand manifestent immédiatement de la fermeté en rejetant toute idée de négociation avec le F.L.N.⁶ qui revendique les attentats de la Toussaint et vient tout juste de se créer. « L'Algérie c'est la France, et la France ne reconnaîtra d'autre autorité que la sienne » (F. Mitterand)
- En même temps ils se prononcent pour des réformes en nommant le gaulliste Jacques Soustelle gouverneur général en Algérie
- Mais lorsque le gouvernement manifeste sa volonté de ne pas se limiter à l'usage de la force... il est renversé

2°) L'échec de l'expérience Mendès-France

Divers aspects de la politique de PMF sont très contestés et mécontentent les partis politiques, suscitant une montée de l'opposition qui conduit à sa chute.

a) En matière européenne

- ⇒ la politique européenne de PMF suscite de vives oppositions
- Il soumet le traité de la C.E.D. à ratification sans engager l'existence du gouvernement sur ce vote, donc sans le soutenir
 - Le 30 août, l'assemblée le rejette, ce qui sonne le glas des espoirs des partisans d'une Europe supranationale
 - Le M.R.P. ne lui pardonne pas d'avoir abandonné la C.E.D.

b) En matière économique et sociale

⁶ FLN : Front de Libération Nationale

⇒ Les intentions économiques et sociales engendrent les inquiétudes de la droite, sans pour autant satisfaire le P.C.F.

- Edgar Faure, au ministère des finances, continue la politique de croissance dans la stabilité
- ⇒ satisfaction des milieux d'affaires
- En janvier 55, PMF, qui a des conceptions plus dirigistes des questions économiques et sociales prend le portefeuille des finances.
- ⇒ inquiétude des milieux d'affaires
- Betteraviers et bouilleurs de crus l'assaillent quand il commence à lutter contre l'alcoolisme
- Le P.C.F. critique sa gestion néocapitaliste

c) En matière coloniale

- La volonté réformiste de PMF sur le plan colonial et en Algérie mécontente la droite
- PMF est accusé de brader l'Empire par la droite et le M.R.P.
- La nomination de Soustelle en Algérie angoisse les colons et suscite l'intervention du « lobby » des colons français d'Algérie

d) Le style Mendès irrite les hommes d'appareil.

- Les dirigeants des partis n'apprécient pas l'autorité de Mendès et le fait d'être tenus à l'écart
- En fait Mendès est surtout soutenu par les forces nouvelles de la France : la jeunesse, les cadres, qui sont de plus en plus nombreux, et les intellectuels.

Conséquence : la chute de Pierre Mendès France

Le 7 février 1955, cette conjonction d'oppositions aboutit à la chute du gouvernement. La déception est très vive dans l'opinion publique qui perd confiance dans le régime ; la IV^{ème} république vient de laisser passer sa meilleure chance de renouveau... elle apparaît vraiment irréformable !

3°) Le gouvernement Edgar Faure et la IV^{ème} dans l'impasse

a) Le gouvernement Edgar Faure : la continuité

- ⇒ reconstitution d'une majorité de centre-droit
- ⇒ continuité de la politique de PMF
 - politique d'ouverture sur le plan colonial
 - négociations avec la Tunisie
 - rétablissement du sultan du Maroc qui effectue un retour triomphal
 - période d'expansion économique dans la stabilité monétaire

b) La montée d'une double opposition

1. Le poujadisme

- Rassemblement autour de Pierre Poujade d'une opposition de droite réactionnaire rassemblant surtout des travailleurs indépendants : commerçants et artisans
- C'est l'expression d'un mécontentement lié à la crise des petites entreprises plus ou moins archaïques et mal adaptées au marché du fait de la disparition de la pénurie, et victimes de la concurrence.

- Des mots d'ordre sommaires
 - refus de l'impôt qui pèse sur les « petits » et enrichit les « gros »
 - dénonciation du parlementarisme
 - appel à se débarrasser des politiciens (slogan « sortez les sortants » lors de la campagne des législatives
 - antisémitisme latent
- Un succès éphémère qui traduit cependant la résurgence de l'extrême-droite ainsi que l'hostilité que suscite le régime.

2. Le mendésisme

- En mai 55, PMF prend la direction du parti radical, l'arrachant ainsi au centre-droit, et appelle ses partisans à le rejoindre.
- Il exerce une véritable attraction sur diverses couches dynamiques, progressistes et modérées de la population
 - sur une partie de la gauche mal à l'aise dans les partis traditionnels considérés comme sclérosés
 - sur la jeunesse étudiante
 - sur les cadres et les intellectuels
 - sur les chrétiens progressistes
 - Il incarne en quelque sorte une nouvelle gauche
- Le mouvement s'organise
 - autour du journal « l'Express »
 - autour de la personnalité très volontariste de PMF, autour de sa rigueur, de son goût de l'autorité, de son sens de l'état et de l'intérêt public, de son désir de s'adresser aux français directement et par delà les partis

Conséquence :

Edgar Faure décide d'avancer la date des élections ; la chambre est dissoute et des élections législatives ont donc lieu en janvier 1956

C. LE FRONT REPUBLICAIN : L'ULTIME TENTATIVE ET L'EFFONDREMENT DANS LE DRAME ALGERIEN (1956-58)

1°) L'amorce d'une politique nouvelle

a) La victoire électorale de la gauche

1. Victoire du « Front Républicain »

- C'est une coalition de gauche
 - S.F.I.O. (parti le plus nombreux avec 96 députés)
 - Radicaux mendésistes (la plus forte progression)
 - U.D.S.R.
 - certains gaullistes (Chaban-Delmas)
 + appui du P.C.F. et du M.R.P.
- Défaite de la droite mais les poujadistes font tout de même 12 %

2. Le gouvernement **Guy Mollet**

- Guy Mollet apparaît comme moins controversé que PMF pour le président René Coty (PMF ne sera que ministre d'état dans portefeuille et quittera le gouvernement en mai 1956)
 - l'opinion est déçue
- Gouvernement le plus long de la IVème république : 16 mois au total, de février 56 à mai 57

b) L'amorce d'une politique nouvelle

1. Politique sociale

- troisième semaine de congés payés
- retraite des vieux travailleurs financée par le Fonds national de Solidarité et par la création de la vignette automobile.
- réforme de la sécurité sociale avec remboursement des prestations à 80 %

2. Politique extérieure

- rééquilibrage amorcé pour se dégager de la sujétion vis à vis des U.S.A.
 - visite en U.R.S.S.
 - visite en Inde, chef de file des non-alignés
- relance de la politique européenne
 - = approbation par le parlement de deux projets : le traité de Rome (signé le 25 mars 1957) instituant la C.E.E. et EURATOM
 - = relance de l'Europe par l'intermédiaire de solidarités nouvelles d'ordre économique et technique (union douanière)

3. Politique coloniale libérale

- Accession à l'indépendance de la Tunisie et du Maroc
- Loi-cadre Defferre : amorce de décolonisation avec octroi progressif de l'autonomie aux colonies d'Afrique noire.
- Volonté de rétablir la paix en Algérie, mais le gouvernement de front républicain mis en place pour faire la paix va finalement mener la guerre.
 - La politique de Guy Mollet va échouer parce qu'elle repose sur deux postulats faux, à savoir que :
 - le F.L.N. pourrait négocier autre chose que l'indépendance
 - les Européens d'Algérie seraient prêts à accepter des réformes

Conclusion partielle

La politique de Guy Mollet présente de nombreux aspects positifs, mais cela fut largement masqué à l'époque aux contemporains par l'incapacité à régler le problème algérien qui les préoccupé de plus en plus

2°) Le drame algérien jusqu'en 1958

Pendant 8 années, de 1954 à 1962, la France est engagée dans une guerre qui va constituer son principal problème et absorber toutes ses énergies

a) Les origines profondes de la guerre d'Algérie

1. Une colonie politiquement soumise

1.1. l'Algérie : trois départements français

- Algérois, Oranais, Constantinois

- un territoire français par son statut, et non pas un protectorat comme le Maroc ou comme la Tunisie
- rattachement au ministère de l'intérieur
- direction par un gouverneur général nommé en conseil des ministres
- slogan « l'Algérie, c'est la France »
- toute indépendance de l'Algérie est considérée comme une amputation du territoire français

1.2. *Une inégalité flagrante et officialisée*

- deux catégories de citoyens
 - ⊕ les Français : un million
 - ⊕ les musulmans : 9 millions
- le nouveau statut de 1947 perpétue l'inégalité
 - ⊕ élection d'une assemblée algérienne aux prérogatives restreintes
 - ⊕ double collège se partageant le même nombre de sièges : un collège pour un million de français et un autre pour les 9 millions de musulmans
- De plus les élections sont notoirement truquées, ce qui fait uniquement élire des colons dans le premier collège ou des représentants de l'administration dans le second...

⇒ *échec de toute tentative de libéralisation sous la pression des européens*

2. Le nationalisme algérien dans l'impasse

2.1. *trois courants différents*

- un courant traditionaliste (les oulémas) s'appuyant sur l'Islam et résistant à l'intégration
- un courant moderniste, réformiste, légaliste (bourgeois et intellectuels) avec Ferhat-Abbas pour leader → MTLD⁷
- un courant révolutionnaire et activiste, de Messali Hadj, avec son groupe d'action (l'organisation spéciale dirigée par Ben Bella)

2.2. *aucune possibilité d'expression, aucune perspective légale d'affirmation, encore moins d'opposition*

- la colonisation a détruit les cadres politiques locaux et les nationalistes n'ont aucune structure où s'exprimer
- sévère répression en cas d'agitation (cf. Constantinois en 1945)
- déclin ; crises ; scissions...

⇒ *Il n'y a donc aucun interlocuteur avec qui négocier et le recours à la violence peut apparaître comme le seul possible dans de telles conditions*

3. Les problèmes algériens en 1954

3.1. *une économie duale*

- un secteur moderne, aux mains des européens
 - ⊕ agriculture moderne tournée vers l'exportation de vin, de céréales, d'agrumes, de primeurs
 - ⊕ un début de développement industriel par des groupes financiers français

⁷ MTLD = Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques

- un secteur archaïque, musulman
 - ⊕ agriculture routinière peu productive
 - ⊕ ni emplois industriels, ni emplois tertiaires
 - ⊕ sujétion économique pour les musulmans, et aucune perspective de changement

3.2. *une société très inégalitaire*

- 984 000 européens dont 80 % nés en Algérie
 - ⊕ citoyens pour la plupart, ouvriers et membres de la classe moyenne (commerçants, cadres, employés)
 - ⊕ population arc-boutée sur ses privilèges, politiquement conservatrice et qui refuse toute réforme pouvant entraîner l'égalité des européens et des musulmans
- 8.4 millions de musulmans
 - ⊕ explosion démographique (+ 25% par an) qui aggrave les problèmes
 - ⊕ deux millions seulement à avoir un niveau de vie proche des européens
 - ⊕ pauvreté, sous-scolarisation (82 % des enfants musulmans ne sont pas scolarisés)

La domination est économique, sociale, mais aussi culturelle : la langue arabe n'est que l'une des langues étrangères enseignées dans les lycées...

b) Le déclenchement et les débuts de la guerre d'Algérie :

1. L'insurrection de la Toussaint 1954 (1^{er} novembre)

1.1. le contexte

- courant de décolonisation et indépendance du Viêt-nam en juillet 54
- volonté d'un groupe de jeunes militants de réunir le nationalisme algérien dans le combat contre les colonisateurs
 - ⊕ création du F.L.N. en octobre 54, fondé par 9 jeunes militants
 - ⊕ création de l'A.L.N.⁸

1.2. Les faits

- Le F.L.N. proclame son objectif de « restauration de l'état algérien »
- parallèlement et simultanément ont lieu 70 actions terroristes : attaque de bâtiments civils et militaires à la bombe ; 8 morts au total dont deux enseignants venant de prendre leur poste
- les prétentions du F.L.N. semblent exorbitantes à l'époque

2. Les premières réactions françaises sont la fermeté

- pour les gouvernements Mendès-France puis Faure :
 - ⊕ déclarations énergiques sur l'appartenance de l'Algérie à la France
 - ⊕ volonté de maintenir l'ordre
- sur place une vigoureuse répression
 - ⊕ démantèlement des réseaux F.L.N. par l'armée et la gendarmerie avec une répression souvent aveugle
 - ⊕ l'activité du F.L.N. est bientôt réduite à quelques poches dans les montagnes de Aurès et de la Kabylie

⁸ ALN : Armée Nationale de Libération

- ✦ l'engrenage est cependant en route : le F.L.N. multiplie les attentats, les bombes dans les lieux publics, l'exécution des collaborateurs
- Jacques Soustelle est nommé gouverneur général
 - ✦ nommé par PMF pour mettre en place des réformes
 - ✦ mauvais accueil des colons
- politique menée : l'intégration, c'est à dire l'assimilation
 - ✦ « pacification » des zones rebelles (en fait il s'agit plutôt de répression)
 - ✦ application loyale du statut de 1947
 - ✦ modernisation économique et sociale
 - ✦ large programme de scolarisation

3. Le tournant décisif vers la guerre de l'été 1955

3.1. les massacres du Constantinois en août 1955

- causes :
 - ✦ le F.L.N. est décidé à empêcher la politique d'intégration jugée intolérable par le nationalisme algérien
 - ✦ le F.L.N. veut affirmer son audience sur les musulmans et intimider les partisans d'un dialogue avec les Français tout en creusant le fossé entre les deux communautés
 - ✦ ⇒ Utilisation de la terreur
- les faits :
 - ✦ les 20-21 août 1955, soulèvement musulman dans le Constantinois, encadré par le F.L.N.
 - ✦ ⇒ massacre d'habitants de fermes isolées : 125 français massacrés
- conséquence immédiate : rude répression et vengeance des civils européens
 - ✦ ⇒ véritable chasse à l'Arabe
 - ✦ ⇒ un millier de morts
 - ✦ ⇒ un fossé de sang sépare désormais les deux communautés

3.2. Un processus irréversible de guerre est maintenant engagé

- les Européens horrifiés se dressent en bloc contre les musulmans
- les musulmans indignés par la répression aveugle basculent dans le camp du F.L.N., y compris les modérés comme Ferhat-Abbas
 - ↗ emprise du F.L.N.
 - ↗ possibilités d'action sur le territoire algérien : la guerre peut s'étendre
- Jacques Soustelle considère que la priorité est le rétablissement de la paix par la lutte contre le F.L.N.
 - ✦ La guerre est à l'ordre du jour, même si les opérations militaires portent le nom de « pacification »
 - ✦ Proclamation de l'état d'urgence en Algérie (→ suspension des libertés)
 - ✦ Renforcement de l'armée et de son rôle
 - envoi des appelés du contingent en Algérie (début 1956 il y a 190000 soldats en Algérie et fin 56 il sont au nombre de 450000)
 - allongement du service militaire

c) La France s'enfoncé dans la guerre d'Algérie : 1956-58

Guy Mollet, hostile à « la guerre imbécile et sans issue », élu sur le programme du Front Républicain pour y mettre fin, nommé président du conseil, cède et intensifie la guerre.

1. le revirement de Guy Mollet.

- Le 6 février 1956, Guy Mollet se rend à Alger pour installer le ministre-résident (ou gouverneur général), le général Catroux, considéré comme un libéral par les uns, comme un « bradeur » par les autres, notamment des pieds-noirs.
 - Guy Mollet est conspué par les Européens d'Algérie et accueilli avec des jets de tomates
 - Il recule et remplace le général Catroux par le socialiste Robert Lacoste, qui sera l'homme de la guerre à outrance
- Il définit une politique tenant compte des préoccupations des Européens
 - Politique du Triptyque « cessez-le-feu, élections libres, négociations »
 - Le gouvernement est prêt à négocier, mais demande au F.L.N. de déposer préalablement les armes. Les élections devraient prouver le caractère minoritaire et non-représentatif du F.L.N.
 - Refus du F.L.N. qui s'affirme représentatif

2. la guerre à outrance

2.1. Carte blanche à une armée renforcée

- Allongement du service militaire et rappel des réservistes
- L'Algérie devient une véritable province militaire dirigée par les militaires qui maîtrisent désormais la guerre populaire et agissent en conséquence
 - ⊕ fermeture des frontières avec le Maroc et la Tunisie par où transitent les armes
 - ⊕ quadrillage du pays
 - ⊕ activité d'assistance sociale avec soins médicaux, éducation
 - ⊕ action psychologique
 - ⊕ initiatives couvertes a posteriori par le gouvernement (cf. acte de piraterie aérienne sur un avion marocain transportant les chefs du F.L.N. qui sont ainsi arrêtés)

2.2. « La bataille d'Alger »

- durée de 9 mois à partir du mois de janvier 1957
- direction par le général Massu qui a les pleins pouvoirs
- lutte anti-guérilla dans Alger avec utilisation de tous les moyens (multiplication des contrôles et des fouilles, arrestations, recours aux indicateurs, torture aussi pour obtenir des renseignements...)
- les résultats
 - ⊕ succès militaire : le F.L.N. est démantelé à Alger et très affaibli
 - ⊕ échec politique et psychologique : hostilité croissante des musulmans du fait des méthodes employées et ralliements au F.L.N. de plus en plus nombreux.

d) Les conséquences de la guerre d'Algérie pour la France.

1. Les conséquences internationales

La position de la France est compromise dans le monde et son isolement international s'accroît

1.1. l'expédition de Suez

- Égypte considérée comme une base arrière du F.L.N. ⇒ volonté française de démanteler cette base

- Prétexes
 - ⊕ nationalisation du canal de Suez par Nasser
 - ⊕ incursions de fedayin en Israël
- Action militaire conjointe de la France, G.B. et Israël
 - ⊕ succès militaire
 - ⊕ échec politique : condamnation de l'O.N.U., pressions U.S.A. + U.R.S.S. et finalement retrait des troupes françaises et anglaises

1.2. *l'isolement de la France*

- Problème algérien posé par le F.L.N. à l'ONU avec le soutien de l'URSS et des pays du tiers-monde
- Protestations de la France pour qui ce problème est purement intérieur

1.3. *Le bombardement de Sakhiet en février 1958*

- village tunisien servant de base au F.L.N.
- l'armée française le bombarde en vertu du « droit de suite » (⇒ 69 morts dont 21 enfants)
- réprobation internationale
- les USA proposent leurs bons offices entre la France et la Tunisie
- c'est un début d'internationalisation du conflit entre la France et l'Algérie

2. Les conséquences économiques et financières

2.1. *Problème de la raréfaction de la main d'œuvre*

- = gêne pour l'économie française

2.2. *Un gouffre financier pour la France*

- la situation financière se détériore pour devenir catastrophique en 1958
- relance de l'inflation par gonflement de la demande (armée) et par augmentation des déficits budgétaire et extérieur
- Conséquences
 - ⊕ diminution des dépenses sociales
 - ⊕ dévaluation déguisée de 20 % en 1957
 - ⊕ épuisement des réserves de devises ⇒ Jean Monnet est envoyé aux USA à la recherche de crédits...

⇒ en s'installant, la V^{ème} république trouvera les caisses vides.

3. Les conséquences politiques intérieures

3.1. *Une profonde crise morale*

- hostilité croissante d'une fraction de l'opinion aux méthodes de l'armée : torture, exécutions sommaires etc. ...
 - = intellectuels, représentants des Eglises, jeunes, étudiants...
- réponse du gouvernement : censure, saisie de journaux, révocations...
 - ⇒ la S.F.I.O. se discrédite complètement à mener une telle politique notamment, parmi les jeunes.

3.2. *Eclatement des partis et paralysie du pouvoir*

- désagrégation de la majorité de gauche : division des socialistes et des radicaux, hostilité des communistes
- Guy Mollet s'en trouve réduit à s'appuyer sur le M.R.P. et les radicaux ; il préfère finalement se faire renverser en mai 1957 et tenir la S.F.I.O. à l'écart des nouveaux gouvernements désormais radicaux.

- deux gouvernements en un an : Bourguès-Maunoury puis Félix Gaillard
- quant à la droite, elle est tout aussi divisée sur la solution à apporter à la crise algérienne alors qu'une extrême-droite renaît sous la forme d'un activisme minoritaire mais remuant

Conclusion partielle :

La IV^{ème} république, faible et impuissante est incapable de résoudre le problème algérien . Elle va en mourir.

3°) Le 13 mai 1958 et la chute de la IV^{ème} république

a) 3 forces se conjuguent pour abattre un régime à bout de souffle

1. L'armée

- frustrée par la défaite indochinoise, elle veut conserver l'Algérie à la France et estime en avoir les moyens
 - par la lutte et l'élimination des rebelles
 - par la conquête de l'appui de la population en utilisant les méthodes de la guerre révolutionnaire qui les ont vaincus au Viêt-nam.
- politisée par l'expérience de la guerre révolutionnaire, déjà dotée de larges pouvoirs du fait de la faiblesse du pouvoir politique en place, elle rêve d'un pouvoir fort. Pour les militaires, les politiciens de Paris constituent un obstacle à sa volonté et à ses projets.

2. Les gaullistes

- De Gaulle s'est retiré de la vie politique et publie ses mémoires mais il apparaît dans l'opinion comme un personnage de dimension historique, comme un recours, un sauveur...
- Les gaullistes complotent à Paris et à Alger pour le retour de De Gaulle :
 - Jacques Chaban-Delmas au ministère de la défense, Jacques Soustelle aussi, Olivier Guichard...
 - De Gaulle se tient au-dessus de la mêlée, n'encourage ni ne décourage, mais se tient prêt à exploiter les circonstances et le travail de l'ombre effectué par ses partisans...

3. Les Français d'Algérie et activistes de l'« Algérie française »

- Succès de l'extrême-droite chez les pieds-noirs, surtout dans la jeunesse
- Rêve d'un putsch appuyé par l'armée d'Alger et instaurant en métropole un pouvoir fort décidé à maintenir l'Algérie française.

b) Le 13 mai 1958 : l'insurrection d'Alger

1. le détonateur

→ Pierre Pflimlin, M.R.P. partisan de la négociation en Algérie est appelé à la présidence du conseil et doit donc solliciter l'investiture le 13 mai

2. l'insurrection algéroise

- Une manifestation dégénère en émeute, aboutit à la prise du gouvernement général sans que l'armée résiste vraiment, et débouche sur l'instauration d'un pouvoir insurrectionnel
- Création d'un « Comité de Salut Public » par les activistes
- Le général Massu, ovationné par la foule en prend la direction, mais soucieux de respecter la hiérarchie, il fait placer le Général Salan, commandant en chef en Algérie, à la tête du Comité de Salut Public de l'Algérie Française

3. le gouvernement français, dépassé, légalise le coup de force !

- Pflimlin est massivement investi par l'assemblée nationale
- Faute d'avoir les moyens de faire face au coup d'état, Pflimlin nomme délégué général en Algérie, avec tous les pouvoirs civils et militaires... le général Salan !...
 - Le pouvoir de Paris
 - ⊕ très affaibli
 - ⊕ aucune mobilisation de masse pour défendre un régime usé et déconsidéré, même si l'opinion n'approuve pas pour autant les militaires
 - Le pouvoir d'Alger
 - ⊕ les militaires gouvernent effectivement
 - ⊕ ils préparent un plan d'invasion de la métropole avec opération aéroportée sur Paris pour y prendre le pouvoir (opération « résurrection »)

4. L'appel à De Gaulle

- le Général Massu lance un appel à De Gaulle, faisant un pas de plus dans l'illégalité
- le 15 mai, c'est au tour du général Salan de faire appel à De Gaulle, poussé qu'il est par les gaullistes et par Massu
- réponse de De Gaulle : « Je me tiens prêt à assumer les pouvoirs de la république »

c) L'action du général De Gaulle et son retour au pouvoir.

1. La menace de l'armée

- le gouvernement est impuissant, ni la police ni l'armée ne sont sûres
- le 20 mai, la Corse bascule dans le camp d'Alger, première étape de l'opération « Résurrection »
- la menace d'une invasion et d'un coup d'état militaire en métropole devient de plus en plus sérieuse.

2. L'habileté de De Gaulle

- il laisse pourrir la situation pour mieux apparaître comme un recours
- il se présente comme le défenseur de la liberté :
 - « Croit-on qu'à 67 ans je vais commencer une carrière de dictateur ? » (conférence de presse du 19 mai)
- il ne désavoue pas l'action subversive illégale de militaires et des activistes qui seule crée les conditions de son retour au pouvoir, ce que la gauche lui reproche d'ailleurs
- il apparaît donc comme le seul homme pouvant éviter à la France le coup d'état militaire et la guerre civile

3. L'agonie de la IV^{ème} république

- le 28 mai : Pflimlin démissionne
- le 29 mai, le président Coty fait appel à De Gaulle et déclare qu'il démissionnera si De Gaulle n'est pas investi... c'est le coup de grâce... En de telles circonstances la IV^{ème} république ne peut à l'évidence pas se permettre de ne plus avoir d'exécutif !
- le 1^{er} juin 1958, le gouvernement de De Gaulle est investi par l'assemblée : c'est le dernier gouvernement de la IV^{ème}.
 - investiture par 329 voix contre 224
 - gouvernement d'union, de la SFIO se ralliant en majorité jusqu'à la droite modérée, avec des techniciens aux postes importants
 - opposition des communistes et de quelques autres hommes de gauche estimant qu'il s'agit d'un coup de force militaire (F. Mitterand, PMF)
- le 2 juin : le gouvernement obtient les pleins pouvoirs pour 6 mois
- le 3 juin : l'assemblée confie au gouvernement le soin de préparer une nouvelle constitution (sa rédaction est confiée à un comité constitutionnel présidé par Michel Debré)
- le 4 juin, le général De Gaulle se rend en visite officielle à Alger :
 - « Je vous ai compris » déclare-t-il à la foule massée pour l'accueillir, formule ambiguë s'il en est face à une population qui est aussi bien constituée de pieds-noirs que de musulmans...
 - Les Européens exultent, mais rien n'est réglé...

Conclusion

La guerre d'Algérie a conduit au suicide de la IV^{ème} république.

Discréditée, elle est morte dans l'indifférence, avant d'acquérir ensuite une très mauvaise réputation, largement entretenue et amplifiée par les partisans de la V^{ème} république.

Toutefois, la quatrième n'a pas totalement démerité ; elle a su résister alors qu'elle était confrontée aux grands problèmes exceptionnels de l'après-guerre : reconstruction, guerre froide, décolonisation. elle a laissé une œuvre économique et sociale très notable, laissant s'épanouir une France rajeunie, modernisée et ardente dont la V^{ème} république recueille l'héritage.

TABLE DES MATIERES

I. LA NAISSANCE DE LA IV^{ème} REPUBLIQUE ET SES DEBUTS DIFFICILES : 1945-1947	1
A. LA DIFFICILE ELABORATION D'INSTITUTIONS NOUVELLES.	1
1°) Le double référendum d'octobre 45 et la première assemblée constituante	1
a) Les scrutins du 21 octobre 1945	1
b) Le nouveau visage politique de la France	2
c) Le conflit entre De Gaulle et l'Assemblée Constituante	2
2°) L'échec de la première constituante	3
a) Le projet de constitution :	3
b) Le référendum du 5 mai 1946	3
3°) La Constitution de 1946.	3
a) Sa rédaction et son adoption	3
b) Les institutions	4
c) Le fonctionnement des institutions	5
4°) La mise en place des pouvoirs publics	6
C. LES FRACTURES DE 1947 ET LA FIN DU TRIPARTISME.	7
1°) Des divergences croissantes entre le P.C.F. et les autres partis politiques	7
a) Sur le plan économique et social	7
b) Sur le plan colonial	7
c) Sur le plan de la politique extérieure	7
2°) La fin du tripartisme	7
3°) La crise de l'automne 1947	8
a) L'agitation gaulliste	8
b) L'agitation sociale, ouvrière et communiste	8
II. LA FRANCE DE 1947 A 1952 : LA TROISIEME FORCE, LA POURSUITE DE LA RECONSTRUCTION ET LA PARALYSIE DES INSTITUTIONS.....	9
A. LA TROISIEME FORCE	9
1°) La politique de la troisième force	9
a) De sérieuses divergences en politique économique	9
b) Davantage d'unité en politique extérieure et coloniale	9
2°) Les raisons du maintien au pouvoir de la troisième force	10
3°) L'échéance des élections de 51 et la loi sur les apparentements	10
a) Un risque de blocage des institutions :	10
b) La loi sur les apparentements	10
c) Les élections de 1951	10
B. LA RECONSTRUCTION ECONOMIQUE DE LA FRANCE : 1945.1950.....	10
1°) Une situation catastrophique en 1945	10
a) Le bilan matériel de la guerre est très lourd	11
b) La remise en route de l'économie se heurte à des goulots d'étranglement	11
c) Inflation et marché noir	11
2°) Les fondements de la reconstruction	11
a) L'intervention de l'état	11
b) La « bataille de la production »	12

c) L'aide Marshall	12
3°) Bilan de la situation économique vers 1950	12
a) Une situation économique normale	12
b) La reconstruction est achevée mais la modernisation modeste	12
c) Des déséquilibres subsistent cependant.....	12
C. LE RETOUR AU LIBERALISME : 1947-1952	13
1°) A partir de 1947 levée des contrôles sur l'économie française.....	13
a) Le reflux de l'interventionnisme à partir de l'automne 47:.....	13
b) Retour au mécanisme du marché.....	13
2°) Des résultats économiques inégaux.....	13
III. L'ENLISEMENT ET L'ECHEC DE LA IV^{ème} REPUBLIQUE : 1952-1958	14
A. LE RETOUR DE LA DROITE AU POUVOIR ET SON IMPUISSANCE.....	14
1°) La majorité bascule du centre-gauche vers la droite.	14
a) Réapparition de la vieille querelle de la laïcité.	14
b) Les gaullistes « vont à la soupe »	14
c) Le retour de la droite.....	14
2°) Une politique de droite de mars 52 à juin 54.....	14
a) Le redressement financier	14
b) La rigueur sociale	15
c) La fermeté entraîne de nouveaux problèmes dans les colonies	15
3°) La querelle de la C.E.D. divise un peu plus la IV ^{ème} république	15
a) La nature du problème	15
b) La C.E.D. contribue à l'instabilité ministérielle	16
c) L'élection présidentielle de 1953 illustre la paralysie des institutions et discrédite un peu plus le régime.....	16
4°) La catastrophe indochinoise	16
a) La pression américaine	16
b) L'échec militaire français	17
c) Conséquences politiques intérieures	17
B. L'EXPERIENCE MENDES-FRANCE ET LE « MENDESISME »	17
1°) Une tentative de redressement de la IV ^{ème} république	17
a) La restauration de l'autorité de l'état.....	17
b) Une politique coloniale dynamique et nouvelle.....	17
2°) L'échec de l'expérience Mendès-France	18
a) En matière européenne.....	18
b) En matière économique et sociale	18
c) En matière coloniale	19
d) Le style Mendès irrite les hommes d'appareil.....	19
3°) Le gouvernement Edgar Faure et la IV ^{ème} dans l'impasse	19
a) Le gouvernement Edgar Faure : la continuité.....	19
b) La montée d'une double opposition.....	19
C. LE FRONT REPUBLICAIN : L'ULTIME TENTATIVE ET L'EFFONDREMENT DANS LE DRAME ALGERIEN (1956-58).....	20
1°) L'amorce d'une politique nouvelle.....	20
a) La victoire électorale de la gauche.....	20
b) L'amorce d'une politique nouvelle.....	21
2°) Le drame algérien jusqu'en 1958	21
a) Les origines profondes de la guerre d'Algérie	21
b) Le déclenchement et les débuts de la guerre d'Algérie :	23
c) La France s'enfonce dans la guerre d'Algérie : 1956-58.....	24
d) Les conséquences de la guerre d'Algérie pour la France.....	25
3°) Le 13 mai 1958 et la chute de la IV ^{ème} république	27

a) 3 forces se conjuguent pour abattre un régime à bout de souffle.....	27
b) Le 13 mai 1958 : l'insurrection d'Alger.....	27
c) L'action du général De Gaulle et son retour au pouvoir.....	28